



Intention et proposition de participation

Construction de nouvelles centrales nucléaires

Date	8 février 2024
Statut	Définitif



Tables des matières

1	Introduction.....	3
2	L'intention	4
2.1	Pourquoi avons-nous besoin de nouvelles centrales nucléaires ?	4
2.2	Mission et objectif.....	5
2.3	Antécédents.....	6
2.4	Points de départ	7
2.5	Qui est impliqué dans le projet ?	10
2.6	Cohérence avec d'autres projets.....	11
2.7	Procédure de projet	16
2.8	Moments de participation formelle à la procédure	18
3	La proposition de participation	20
3.1	Pourquoi une participation ?.....	20
3.2	Points de départ	21
3.3	Communication	22
3.4	Participation.....	23
3.5	La suite : un plan de participation actualisé pour chaque phase.....	25
4	Réfléchissez avec nous, nous serions ravis d'avoir votre réaction.....	27
4.1	À quels niveaux pouvez-vous contribuer ?	27
4.2	Qu'advient-il de vos réactions ?.....	27

1 Introduction

Le ministère néerlandais des Affaires économiques et du Climat (EZK) lance une procédure d'aménagement du territoire pour la construction de deux nouvelles centrales nucléaires.

La première étape de cette procédure est une exploration (spatiale).

Les Pays-Bas veulent atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Pour ce faire, les autorités souhaitent une neutralité carbone de l'électricité d'ici 2035. L'énergie nucléaire peut dans une grande mesure contribuer à atteindre cet objectif. Le gouvernement a donc décidé de se lancer dans la préparation de deux nouvelles centrales nucléaires¹.

Questions au lecteur :

À propos du projet (chapitre 2) :

- Quels sont les sites susceptibles d'accueillir les nouvelles centrales nucléaires ?
- Selon vous, quelles incidences doivent être étudiées ?

Sur la proposition de participation (chapitre 3) :

- Que pensez-vous de la proposition de participation ?

Le ministère des Affaires économiques et du Climat estime qu'il est important que chacun puisse contribuer aux projets de ces nouvelles centrales nucléaires, afin de parvenir à une meilleure décision. Nous invitons donc les citoyens, les entreprises, les organisations de la société civile et les organes administratifs à participer. Ils peuvent le faire en commentant cette intention. Vous trouverez d'autres possibilités de réfléchir et de discuter avec nous dans le chapitre 3 sur la participation.

Guide de lecture

Le chapitre 2 fournit des explications sur le projet. Le chapitre 3 décrit la proposition de participation. Nous décrivons les points de départ pour la participation et la manière dont nous impliquons les citoyens, les entreprises, les organisations de la société civile et les organes administratifs. Enfin, le chapitre 4 contient des informations sur la manière de soumettre une réaction, de réfléchir ensemble et de réagir à la proposition de participation. Vous y trouverez également nos coordonnées.

¹ Lettre parlementaire sur les mesures mises en place en matière d'énergie nucléaire | Document parlementaire | Rijksoverheid.nl

2 L'intention

2.1 Pourquoi avons-nous besoin de nouvelles centrales nucléaires ?

Les Pays-Bas veulent atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Cela a des conséquences pour le futur système énergétique. La production, le transport, le stockage et l'utilisation de l'énergie évoluent. L'une des étapes importantes pour durabiliser notre consommation d'énergie est l'électrification, c'est-à-dire le passage des combustibles fossiles à l'électricité. C'est en partie pour cette raison que la demande d'électricité neutre en carbone augmentera considérablement à l'avenir. C'est ce que révèlent les résultats de l'étude exploratoire Climat et Énergie (*Klimaat- en Energieverkenning*, KEV²). En outre, la Note sur le climat (*Klimaatnota*) a convenu que la production d'électricité ne pouvait plus rejeter de CO₂ d'ici à 2035. Le défi consiste donc à produire à l'avenir à la fois plus d'électricité et de l'électricité neutre en CO₂.

Le Plan national pour le système énergétique (*Nationaal plan energiesysteem ou NPE*) propose une orientation claire pour le développement du système énergétique jusqu'en 2050. Dans ce NPE, le gouvernement fait des choix importants qui posent les bases de notre futur système énergétique. Pour ce faire, le gouvernement s'engage à utiliser le plus grand nombre possible de sources d'énergie différentes et d'infrastructures nécessaires. Les points clés sont l'approvisionnement suffisant en énergie (production propre et importations) et la disponibilité en temps voulu d'infrastructures énergétiques suffisantes. De cette manière, le gouvernement favorise la durabilité des secteurs à forte consommation d'énergie (environnement bâti, mobilité, industrie et agriculture). Le gouvernement s'intéresse ainsi au système énergétique dans son ensemble. L'énergie nucléaire en fait partie : de 0,5 GW aujourd'hui (provenant de l'actuelle centrale nucléaire près de Borssele) à environ 3,5 GW vers 2035 et une augmentation possible à 7 GW d'ici 2050.

Avantages de l'énergie nucléaire

Plusieurs raisons justifient le choix de l'énergie nucléaire. L'énergie nucléaire garantit, par exemple, la stabilité de notre approvisionnement énergétique en utilisant différentes sources d'énergie. Elle rend les Pays-Bas plus indépendants des importations d'énergie en provenance de l'étranger. Les centrales nucléaires ne rejettent pas de CO₂ lorsqu'elles produisent de l'électricité. C'est important pour la réduction des gaz à effet de serre et la lutte contre le changement climatique. En outre, les centrales nucléaires occupent relativement peu d'espace par rapport aux autres formes de production d'électricité.

Les centrales nucléaires utilisent une technologie qui a déjà fait ses preuves pour fournir de l'électricité 24 heures sur 24. L'énergie nucléaire est une source d'énergie fiable qui fournit une énergie continue et stable indépendamment des conditions météorologiques. Lorsque le soleil ne brille pas et que le vent ne souffle pas, l'énergie nucléaire peut toujours répondre à une partie des besoins énergétiques. Cela permet de disposer d'une fourniture électrique fiable aux Pays-Bas, même lorsque de nombreuses personnes, entreprises et organisations ont besoin d'électricité en même temps.

L'énergie nucléaire fait partie de notre bouquet énergétique depuis 1973 avec la centrale nucléaire de Borssele. Par exemple, avec une capacité de 485 MW, elle a produit un peu plus de 3 % de la production totale d'électricité des Pays-Bas en 2021. Cela représente suffisamment d'électricité pour une ville de taille importante, y compris les trams, les trains et

un aéroport de taille importante. Deux nouvelles centrales nucléaires d'une capacité combinée de 2 000 à 3 300 mégawatts pourraient produire 4 à 7 fois plus d'énergie. Elles peuvent donc contribuer à hauteur de 9 à 13 % de la demande d'électricité prévue en 2035 ([lettre parlementaire du 9 décembre 2022](#)).

Inconvénients de l'énergie nucléaire

Outre les avantages mentionnés, l'énergie nucléaire présente également des inconvénients, tels que les inquiétudes concernant la sécurité des installations nucléaires. La sécurité est une condition incontournable de l'exploitation d'une centrale nucléaire. Les réacteurs nucléaires néerlandais doivent donc répondre à des exigences nationales et internationales strictes en matière de sécurité. Le risque d'accident est donc très faible. Dans le cas improbable d'un incident, il existe un large éventail de mesures pour en atténuer les effets.

L'utilisation de l'énergie nucléaire génère des déchets radioactifs. Ces déchets sont stockés en surface aux Pays-Bas pendant au moins 100 ans et gérés par l'Organisation centrale pour les déchets radioactifs (*Centrale Organisatie Voor Radioactief Afval* ou COVRA) dans la municipalité de Borsele en Zélande. Les déchets doivent ensuite être stockés sous terre, dans un « stockage définitif ». Cela garantit que les déchets restent hors de l'espace vital de l'homme, même dans des milliers d'années. La COVRA étudie la manière dont les Pays-Bas pourront le faire en 2130. L'élimination sûre des déchets radioactifs est une responsabilité qui devrait également être prise en charge par les générations futures.

La construction de centrales nucléaires nécessite également une longue procédure d'autorisations. Ce processus comporte plusieurs défis techniques et risques financiers. Les estimations des coûts de construction et des délais d'exécution sont donc incertaines à ce stade. Des incidents survenus ailleurs dans le monde pourraient également avoir un impact majeur sur ce projet. D'une part, cela peut conduire à des exigences supplémentaires en matière de conception, avec des implications financières parfois importantes, comme après Fukushima. D'autre part, cela pourrait avoir un effet majeur sur la perception du public et le soutien à l'énergie nucléaire.

Conclusion

Globalement, le gouvernement central considère que l'énergie nucléaire a un rôle important à jouer dans le futur bouquet énergétique. Des efforts sont donc actuellement déployés pour construire deux nouvelles centrales nucléaires aux Pays-Bas.

2.2

Mission et objectif

Le gouvernement central souhaite construire deux nouvelles centrales nucléaires aux Pays-Bas afin d'assurer un approvisionnement énergétique fiable et neutre sur le plan climatique. C'est sur la base de cette intention et de cette proposition de participation que la procédure du projet « Construction de nouvelles centrales nucléaires » sera lancée.

La mission et donc l'objectif de ce projet sont les suivants :

« L'intégration spatiale de deux nouvelles centrales nucléaires de conception éprouvée (génération III+) aux Pays-Bas, pouvant chacune fournir une capacité de plus de 1 000 mégawatts (MW). »

2.3

Antécédents

En 2010, deux projets de construction de nouvelles centrales nucléaires ont été présentés par des acteurs commerciaux. Ces projets n'ont pas vu le jour, principalement parce qu'ils étaient trop coûteux à l'époque. Le gouvernement central n'était alors pas disposé à cofinancer les centrales nucléaires et a laissé le marché s'en charger. Les projets de centrales nucléaires proposés des acteurs commerciaux ont échoué en raison d'une offre d'électricité trop importante, de l'incertitude quant aux coûts et aux recettes, et des revers économiques en raison de la crise du crédit. Enfin, les effets du tsunami de mars 2011 au Japon sur la centrale nucléaire de Fukushima ont accentué les incertitudes.

Pour atteindre les objectifs climatiques et disposer d'un système énergétique abordable, fiable, sûr, durable et équitable, le gouvernement prend lui-même l'initiative de construire deux nouvelles centrales nucléaires. Dans son accord de coalition de fin 2021, le gouvernement Rutte IV a décidé d'utiliser plus longtemps la centrale nucléaire existante et de préparer la mise en place de deux nouvelles centrales nucléaires. Cette décision s'appuie en partie sur des études réalisées par des cabinets précédents, comme *Marktconsultatie kernenergie* ([Marktconsultatie kernenergie | Rapport | Rijksoverheid.nl](#)).

La lettre parlementaire du 9 décembre 2022 présente les préparations du gouvernement pour de nouvelles centrales nucléaires et, sur la base d'études exploratoires, contient un certain nombre de choix d'orientation. La construction des centrales nucléaires au plus vite est un point de départ important. Cette lettre contient également un planning, basé en partie sur les recommandations du Boston Consulting Group (BCG) visant à limiter les incertitudes et à accélérer la mise en œuvre².

Relations avec d'autres études

La procédure de projet décidera de l'intégration spatiale des deux centrales électriques, y compris de leur emplacement. Outre cette procédure de projet, d'autres études sont menées pour préparer la construction des centrales nucléaires. Une consultation du marché est donc organisée. Les conditions commerciales préalables et les modèles de financement possibles pour le projet de nouvelles constructions y seront examinés avec les fournisseurs de technologie, les institutions financières et le ministère des Finances. L'objectif de ce parcours est d'élaborer une proposition sur la manière de financer la construction de deux nouvelles centrales nucléaires. Ces informations seront ensuite intégrées dans le processus de décision politique concernant les deux nouvelles centrales nucléaires.

En outre, les fournisseurs de technologie seront invités à vérifier si leurs conceptions sont adaptées au site de Borssele et si elles respectent la réglementation néerlandaise. Cela se fait dans le cadre d'études de faisabilité technique (EFT)³. L'objectif de ces études est de mieux comprendre les possibilités techniques, les implications de la construction sur l'environnement, le planning et les coûts.

2 Consultez le document « Resultaten planningsanalyse BCG » joint à la lettre parlementaire détaillant les accords dans l'accord de coalition sur l'énergie nucléaire | Document parlementaire | Rijksoverheid.nl

3 Études de faisabilité technique | Projets du gouvernement | Énergie nucléaire aux Pays-Bas ([overkernenergie.nl](#))

La lettre parlementaire du 9 décembre 2022 exprimait une préférence pour la réalisation de ces études en prenant le site près de Borssele comme point de départ. Si un autre site est identifié dans le cadre de la procédure de projet, certaines des études de faisabilité technique devront peut-être être refaites. Nous prenons ainsi un risque délibéré, mais limité, car une grande partie des études de faisabilité technique sera également représentative d'autres sites qui seront inclus dans la procédure du projet, y compris Maasvlakte I.

Les informations fournies par ces études seront utilisées autant que possible dans les évaluations des incidences sur l'environnement et l'analyse intégrée des incidences dans le cadre de la procédure de projet (voir section 2.7). Cette procédure commence maintenant avec la publication de cette intention et de cette proposition de participation.

2.4 Points de départ

La loi sur l'environnement dispose que toute personne peut proposer une solution pour la mission et l'objectif (tels que décrits au paragraphe 2.2). Par solution, on entend l'identification d'un emplacement (indicatif) pour l'intégration spatiale de nouvelles centrales nucléaires. Ce site alternatif doit répondre aux hypothèses suivantes. Des solutions sont également recherchées pour l'intégration des travaux de construction, par exemple des zones de stockage temporaires. Le projet de Note sur la Portée et les Détails (*Notitie Reikwijdte en Detailniveau*, voir chapitre 2.7) décrira plus en détail les impacts attendus et la manière dont ils seront identifiés. D'autres solutions (telles que la production d'électricité alternative) ne font pas partie de cette exploration.

Point de départ des lieux d'implantation des centrales nucléaires

Si toutes les exigences de sécurité sont respectées et que le plan d'aménagement du territoire le permet, il est possible de construire des centrales nucléaires n'importe où aux Pays-Bas. Cependant, certaines régions des Pays-Bas ont été identifiées pour l'implantation de centrales nucléaires à grande échelle (d'une capacité d'au moins 500 MW), qui sont considérées comme les plus appropriées. L'évolution de l'aménagement du territoire de ces zones et des terrains qui les entourent ne doit pas empêcher la construction de centrales nucléaires dans ces régions. Il s'agit des lieux d'implantation destinés à accueillir des centrales nucléaires, tels qu'ils sont désignés dans la politique en matière de garanties (*Waarborgingsbeleid*). Cette politique a été élaborée concrètement dans le décret sur les règles générales de l'aménagement du territoire (*Besluit algemene regels ruimtelijke ordening* (Barro)) jusqu'au 1^{er} janvier 2024 et a été intégrée au décret sur la qualité du cadre de vie (*Besluit Kwaliteit Leefomgeving*, BKL) après l'entrée en vigueur de la loi sur l'environnement (*Omgevingswet*). Autour de ces lieux d'implantation, les plans d'aménagement du territoire ne doivent pas autoriser la construction de nouveaux objets vulnérables (tels que des hôpitaux ou des écoles) ou de logements pour plus de 5 000 habitants dans un rayon d'un kilomètre.

La politique en matière de garanties des centrales nucléaires a été établie pour la première fois en 1986 dans le cadre d'une décision fondamentale de planification (*planologische kernbeslissing*, PKB⁴). Pour cette décision fondamentale de planification, 32 sites potentiels ont été évalués à l'époque où la production d'énergie à grande échelle était jugée appropriée. Elle s'est appuyée sur plusieurs critères qui sont toujours pertinents. Après diverses

4 Documents parlementaires (Kamerstukken) II, session (Vergaderjaar) 1985–1986, 18 830, n° 46–47

considérations, cinq sites possibles pour des centrales nucléaires ont été sélectionnés. Il s'agissait d'Eemshaven, de Borssele, de Moerdijk, de la plaine de la Meuse (Maasvlakte) et de la digue du polder nord-est occidentale (Westelijke Noordoostpolderdijk).

En 2008, le dernier examen des sites appropriés a été effectué en partie sur la base d'une évaluation des incidences environnementales du plan. Après cette étude, trois lieux d'implantation possibles ont été retenus. Deux de ces sites ont été reconfirmés dans le Programme de structures principales pour l'énergie 2023 (Programma Energiehoofdstructuur, PEH)⁵. Il a été annoncé que le troisième site ne serait plus pris en compte, à savoir la zone d'Eemshaven dans la province de Groningue. Une description plus détaillée est fournie à l'annexe 1.

Sur la base des études précédentes, de la politique existante et de l'intention politique de ne pas tenir compte du site d'Eemshaven, cette exploration commence par les deux sites restants.

Il s'agit des lieux d'implantation suivants :

1. Le site de « Borssele » (également appelée « Sloe » ou « Borssele/Vlissingen »)
2. Le site « Maasvlakte I » (dans la zone portuaire de Rotterdam).

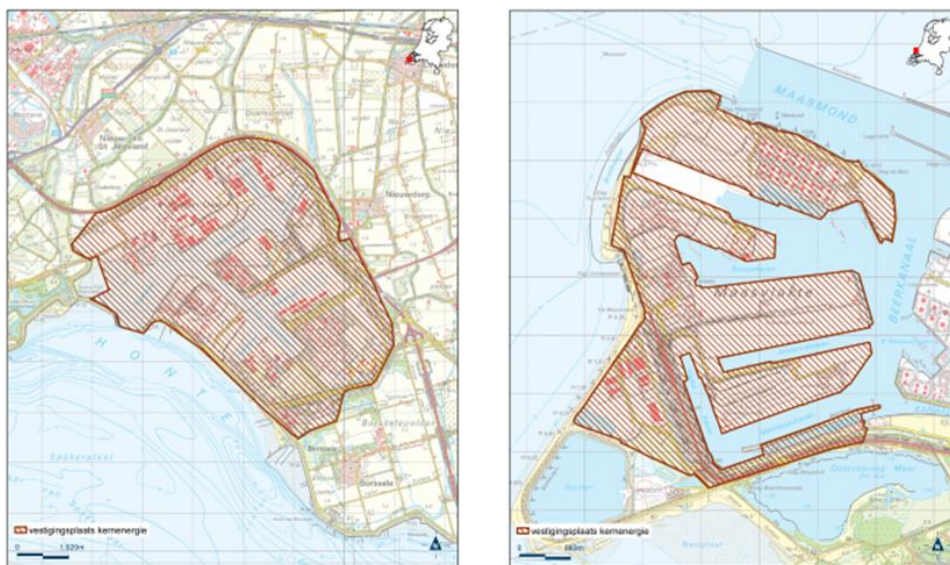


Figure 1 Sites assortis de garanties Borssele et Maasvlakte I (Barro), Tweede Maasvlakte n'est pas représentée

L'étude qui va débuter mettra à jour les considérations qui ont conduit aux choix de ces lieux. Autrement dit, les points de départ et les conclusions d'alors seront examinés à la lumière des connaissances et des politiques d'aujourd'hui. Cela peut donner de nouvelles indications sur les régions existantes et éventuellement sur des régions supplémentaires.

Lors de la recherche de solutions alternatives pour l'étude, la première étape consiste à identifier les régions prometteuses parmi celles qui ont été trouvées. Ensuite, les sites prometteurs dans ces régions seront déterminés plus en détail. Ces sites font ensuite l'objet d'un examen plus approfondi dans le cadre de l'évaluation des incidences sur l'environnement du plan et de l'analyse intégrée des incidences (EIE et AII du plan) (voir le chapitre 2.7).

⁵ Le projet de PEH a été publié le 3 juillet. Le PEH final est attendu pour début 2024.

Aspects liés à la localisation

Plusieurs aspects déterminent si un site est plus ou moins adapté à l'implantation d'une centrale nucléaire. La sécurité est un élément clé. Les critères de sûreté applicables à l'implantation des centrales nucléaires sont décrits dans les documents internationaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les lignes directrices de sécurité spécifiques 35 (SSG-35⁶) sont utilisées pour l'étude du site dans le cadre de cette exploration. Ce manuel décrit les mesures de sécurité à prendre concernant les aspects suivants :

- Volcanisme, sismicité et conditions pédologiques
- Sensibilité aux inondations
- Risques de sécurité externes causés par l'activité humaine, tels que la présence d'une industrie potentiellement dangereuse, la chute d'un avion ou des actes de guerre
- Événements météorologiques extrêmes, tels que la sécheresse, les ouragans, les tornades, etc.

Dans les cas où les sites sont moins bien notés sur ces critères, il peut être nécessaire de modifier la conception des centrales nucléaires pour répondre aux exigences élevées en matière de sûreté ou de prendre des mesures pour rendre le site plus approprié. Ces adaptations et mesures peuvent avoir un impact sur le coût et le délai de réalisation du projet.

Outre les aspects mentionnés ci-dessus, les facteurs suivants sont très importants pour les centrales nucléaires lors de la recherche de sites appropriés :

- Localisation par rapport aux agglomérations à forte population et sa capacité à répondre aux exigences de sécurité pour les résidents locaux.
- Accessibilité (pour les services d'urgence, l'approvisionnement et l'élimination des substances, entre autres) ;
- Présence d'une eau de refroidissement suffisante et appropriée ;
- Adéquation de l'infrastructure électrique et possibilités futures d'investissement dans la modernisation ;
- Présence d'utilisateurs/consommateurs potentiels de l'énergie produite (et éventuellement des résidus) ;
- Options pour l'intégration spatiale, y compris les mesures associées telles que les travaux de terrassement ou les modifications d'infrastructure ;

En ce qui concerne les facteurs pris en compte pour le choix du site, dans la mesure du possible à ce stade, les effets des activités de construction telles que les chantiers temporaires seront également pris en compte. Ces zones de travail situées sur le chantier ou dans l'environnement (plus large) de celui-ci sont notamment nécessaires pour le stockage et l'utilisation de matériaux, de véhicules, de machines, d'installations et d'équipements, ainsi que pour leur entretien. Les zones de travail peuvent également être utilisées pour des travaux préparatoires. En outre, plusieurs incidences peuvent être attendues du logement temporaire des travailleurs.

Les facteurs susmentionnés sont également pris en compte en conjonction avec d'autres questions, telles que la taille des centrales et la technologie utilisée. Le choix de l'emplacement définitif tient compte de plus de facteurs que les aspects mentionnés ci-dessus. Par exemple,

6 IAEA SSG-35 [Site survey and site selection for nuclear installations \(iaea.org\)](http://www.iaea.org)

il est concevable que la construction soit plus rapide à certains endroits qu'à d'autres. Cette rapidité de réalisation est également un élément important dans le choix du site. Le projet de Note sur la Portée et les Détails (*Notitie Reikwijdte en Detailniveau*, voir chapitre 2.7) fournira davantage d'informations sur les critères à prendre en compte pour réaliser l'évaluation du site et sur les études qui seront menées à cette fin.

Points de départ au niveau technique

En élaborant les plans de deux nouvelles centrales nucléaires, l'État a choisi la technologie éprouvée des réacteurs de génération III+. Quelques centrales ont déjà été construites sur la base de cette technologie et leur sécurité a été prouvée. Ce choix permet de mieux estimer les coûts et la planification.

Les premières discussions sont en cours avec divers fournisseurs sur les possibilités et l'adaptabilité de différents projets de construction. Il leur sera également demandé de réaliser une étude de faisabilité technique (voir également 2.3). Avec ces informations, nous préparons un appel d'offres pour sélectionner un fournisseur, le projet et les conditions possibles. Il n'a pas encore été décidé qui exploitera la centrale. Les choix définitifs à ce sujet seront faits à un stade ultérieur.

La décision de localisation, basée sur l'exploration de cette procédure de projet, devrait intervenir plus tôt. C'est pourquoi, comme il est d'usage dans ce genre de situation, les études qui débutent font des hypothèses sur certains éléments des centrales proposées. Le tableau ci-dessous indique les fournisseurs, le type et la capacité des centrales nucléaires.

Fournisseur	Type	Puissance (approximative)
Westinghouse	AP1000	1 100 MW
KHNP	APR 1400	1 400 MW
EDF	EPR 1650	1 650 MW

Entre-temps, les études de faisabilité technique peuvent fournir des informations, notamment sur la taille des centrales électriques. Ces informations offrent des points de départ possibles qui seront utilisés dans la mesure du possible dans les études réalisées dans le cadre de cette procédure.

Du point de vue de l'accessibilité financière, les deux centrales nucléaires devraient pouvoir être réalisées de la manière la plus rentable si elles sont construites sur un seul site et en série. Dans ce cas, la construction de la deuxième centrale nucléaire commencera un peu plus tard que la première. Il reste à déterminer, sur la base de différentes études, dans quelle mesure il est souhaitable et possible d'installer deux centrales électriques sur un même site.

2.5 Qui est impliqué dans le projet ?

Les centrales nucléaires font partie de l'infrastructure énergétique d'importance nationale. Cela signifie que le ministre du Climat et de l'Énergie (KE) est l'autorité compétente avec le ministre de l'Intérieur (BZK). L'autorité compétente prendra finalement une décision sur le lieu d'implantation privilégié à l'issue de la phase d'exploration. À l'issue de la phase d'élaboration du plan, l'autorité compétente adoptera la décision relative au projet.

La décision privilégiée sera prise en partie sur la base de l'EIE (étude des incidences sur l'environnement) du plan. Une EIE du plan fournit une image globale des incidences sur l'environnement pour chaque site, de sorte qu'elles puissent être prises en compte dans le choix de l'emplacement. Lors de la phase suivante, l'élaboration du plan, la décision relative au projet sera prise. Cela se fait en partie sur la base de l'EIE du projet. L'EIE du projet détaillera les incidences sur l'environnement et les mesures associées pour le site privilégié. La Commission d'étude des incidences sur l'environnement (Commission EIE) est donc impliquée dans les deux étapes. Le comité EIE est indépendant et donne son avis sur le contenu et la qualité de l'EIE. En outre, d'autres conseillers juridiques ont participé à la procédure de l'EIE.

L'Agence néerlandaise des entreprises (*Rijksdienst voor Ondernemend Nederland* ou RVO), un service exécutif du ministère des Affaires économiques et du Climat, par l'intermédiaire de l'Office des projets énergétiques (*Bureau Energieprojecten*), soutient le ministère dans le cadre de la procédure d'octroi de permis au cours de la phase d'élaboration du plan et de la fourniture d'informations et de communication sur la procédure.

Dans ce projet, le ministre du Climat et de l'Énergie est également l'initiateur de la première phase (exploration). Après l'exploration, l'initiative devrait être confiée à une partie actuellement inconnue. Cette partie demandera également les permis de construire, conformément aux exigences des autorités compétentes. Il s'agit notamment de l'autorisation délivrée par l'Autorité de sécurité nucléaire et de radioprotection (*Autoriteit Nucleaire Veiligheid en Stralingsbescherming* ou ANVS) en vertu de la loi sur l'énergie nucléaire.

En raison de l'exactitude souhaitée, les rôles sont séparés au sein du ministère des Affaires économiques et du Climat.

Dans ce projet, la direction du Programme de l'énergie nucléaire joue le rôle d'initiateur du projet pendant l'exploration.

La direction de la réalisation de la transition énergétique agira en tant qu'autorité compétente au nom du ministre du Climat et de l'Énergie pour l'ensemble du projet, c'est-à-dire à la fois pendant l'exploration et l'élaboration du plan qui s'ensuit. La procédure de projet s'arrête lorsque les décisions sont irrévocables. Ensuite, la phase de réalisation commence.

La proposition de participation (chapitre 3) indique comment les autres parties concernées, telles que les citoyens, les entreprises, les organisations de la société civile et les organes administratifs, seront impliquées dans le projet.

2.6

Cohérence avec d'autres projets

Le projet est lié de manière cohérente à d'autres initiatives et projets dans le domaine de l'énergie nucléaire. Il s'agit notamment de :

- Prolongation de la durée d'exploitation de la centrale nucléaire de Borssele

Le gouvernement a annoncé son intention de maintenir la centrale nucléaire de Borssele en activité au-delà de 2033, pour autant qu'elle puisse être exploitée en toute sécurité. Afin de permettre cela, la première étape consiste à modifier la loi sur l'énergie nucléaire. La loi sur



l'énergie nucléaire dispose désormais que la centrale nucléaire de Borssele ne pourra plus produire d'énergie nucléaire après le 31 décembre 2033. Pour permettre la modification nécessaire de la législation, ses effets sur l'environnement, entre autres, sont en cours d'étude. Afin de rendre ces impacts visibles, une étude des incidences sur l'environnement (EIE) est actuellement en cours de préparation.

- Programme national sur les déchets radioactifs (NPRA)

L'exploitation de deux nouvelles centrales nucléaires augmentera le volume des déchets radioactifs. Le gouvernement est conscient que le traitement des déchets radioactifs présente des risques pour la sécurité et peut susciter des inquiétudes au sein de la société. C'est pourquoi le gouvernement met à jour le programme national sur les déchets radioactifs et s'efforce – également dans un contexte multinational – de développer des solutions de gestion sûres. Un point de départ clé de la politique néerlandaise de radioprotection, y compris le traitement des déchets radioactifs, reste que la radioactivité ne doit être utilisée que si les avantages économiques, sociaux et autres l'emportent sur les dommages qu'elle peut causer à la santé, à la sécurité et à l'environnement.

Le projet a des points communs avec plusieurs autres projets ou programmes énergétiques dans les provinces de Zélande et de Hollande méridionale. Pour les deux provinces, il y a cohérence avec le programme 2031-2040 de raccordement d'atterrissage de l'énergie éolienne en mer (*Programma Verbindingen Aanlanding Wind Op Zee, VAWOZ*).

Environ 21 gigawatts (GW) d'énergie éolienne en mer seront réalisés d'ici à 2030. Cela représente environ 75 % de la consommation actuelle d'électricité de notre pays. Pour poursuivre la durabilisation des Pays-Bas, le gouvernement a l'ambition de produire davantage d'énergie éolienne en mer après 2030. Entre 2031 et 2040, environ 29 GW d'énergie éolienne offshore supplémentaire (50 GW au total) seront mis en œuvre en tant qu'objectif intermédiaire, pour un total d'environ 70 GW en 2050. Le programme VAWOZ 2031-2040 explore les possibilités de nouveaux atterrages.

Site de Borssele

Le développement de ce projet pourrait faire partie de l'infrastructure énergétique en cours de réalisation dans la province de Zélande. Ce projet a donc également des points communs et/ou des liens avec d'autres projets dans le domaine de l'énergie.

Sloegebied



Figure 2 : Aperçu des procédures de projets énergétiques en Zélande

- Raccordement haute tension Flandre zélandaise 380 kV

Les besoins en capacité électrique en Flandre zélandaise augmenteront dans les années à venir. La demande devrait passer de 945 MW en 2025 à environ 1 900 MW en 2030 et peut-être jusqu'à 4 600 MW d'ici 2050. À long terme, il faudra donc presque cinq fois plus d'électricité qu'aujourd'hui. Le réseau existant de 150 kV n'est pas en mesure de le faire. Une connexion au réseau national à haute tension de 380 kV est donc nécessaire. La demande supplémentaire d'électricité se concentre principalement dans la région de Terneuzen, où se trouvent les plus grandes entreprises industrielles. C'est pourquoi nous chercherons dans la région de Terneuzen un emplacement approprié pour une nouvelle station à haute tension de 380/150 kV. Cette station sera reliée à la nouvelle liaison haute tension 380 kV Borssele - Rilland en Beveland-du-Sud par une ligne haute tension 380 kV.

- Liaisons Net op Zee IJmuiden Ver Alpha & Net op Zee Nederwiek 1

Des parcs éoliens offshore supplémentaires doivent être mis en place pour atteindre les objectifs de l'accord sur le climat. L'énergie éolienne produite doit ensuite être ramenée à terre. Deux atterrages provenant de zones d'énergie éolienne en mer du Nord sont prévus à Borssele : les liaisons Net op Zee IJmuiden Ver Alpha et Net op Zee Nederwiek 1. Les deux tracés sont en grande partie parallèles à la région de Sloe, où l'énergie éolienne est injectée dans le réseau à haute tension (via un raccordement à une station à haute tension) par le biais de stations de conversion et d'itinéraires à courant alternatif.

- Station à haute tension près de la région de Sloe



La station à haute tension de 380 kV existante à Borssele ne peut pas effectuer de nouvelles connexions après le raccordement du projet Net op zee IJmuiden Ver Alpha. De nouvelles capacités de connexion sont nécessaires pour de futures initiatives telles que la production d'hydrogène et la durabilisation de l'industrie, par exemple. Mais la capacité de connexion est également nécessaire pour le projet Net op zee Nederwiek 1 (la connexion supplémentaire de 2 gigawatts avec la production éolienne en mer dans la région de Sloe). Par conséquent, une nouvelle station à haute tension de 380 kV est nécessaire dans/à proximité de la zone de Sloe.

- Réseau hydrogène dans le sud-ouest des Pays-Bas

Hynetwork Services (HNS) vise à mettre en place un réseau d'hydrogène à l'échelle nationale afin de faciliter la transition énergétique. Ce réseau d'hydrogène sans CO₂ relie les clusters industriels entre eux, aux pays étrangers et aux sites de stockage et d'importation d'hydrogène. Le réseau sera déployé en plusieurs phases. Le réseau hydrogène du sud-ouest des Pays-Bas (*Waterstofnetwerk Zuidwest-Nederland*) fait partie de ce réseau national. Il s'agit d'un réseau souterrain pour le transport de l'hydrogène entre les clusters industriels de Zélande et de Rotterdam, avec des passages frontaliers vers la Belgique et une connexion avec le cluster industriel de la zone du canal de la mer du Nord et le réseau national. Le réseau sera constitué en partie de gazoducs existants, qui seront réutilisés pour l'hydrogène, et en partie de nouveaux gazoducs à construire.

Site de Maasvlakte I

Le développement de ce projet pourrait faire partie de l'infrastructure énergétique en cours de réalisation à proximité du site Maasvlakte I. Ce projet a donc également des points communs et/ou des liens avec d'autres projets dans le domaine de l'énergie.

Maasvlakte



Figure 3 : Aperçu des procédures de projets énergétiques en Hollande méridionale

- Delta Rhine Corridor

Le Delta Rhine Corridor est un ensemble d'initiatives visant à construire simultanément plusieurs conduites souterraines et des raccordements à courant continu entre Rotterdam et la frontière allemande, via Moerdijk et Geleen. Sur la base des analyses socio-économiques coûts-bénéfices du projet et du soutien des partenaires du projet, il a été décidé que les conduites pour l'hydrogène, le CO₂, l'ammoniac et les câbles pour 6 GW de courant continu seront incluses dans une procédure spatiale commune (le schéma national de coordination). La mise en œuvre de ces conduites et câbles est également en cours de préparation, à l'exception de la conduite d'ammoniac.

- Aramis

Aramis est un projet de CCS. CCS signifie Carbon Capture and Storage (captage et stockage du CO₂). Le projet Aramis se concentre sur la création d'une nouvelle infrastructure pour le transport du CO₂ depuis le captage terrestre jusqu'aux plateformes offshore. Le CO₂ y est stocké dans des gisements de gaz vides, de manière souterraine en profondeur. L'infrastructure peut être étendue à l'avenir pour de nouveaux fournisseurs de CO₂ (industrie où le CO₂ est capturé) et à davantage de gisements de gaz vides en mer.

- Porthos

Le projet Porthos vise à construire, gérer et exploiter une infrastructure de transport de CO₂ dans la zone portuaire de Rotterdam, en combinaison avec un stockage souterrain en profondeur sous la mer.

- Net op Zee IJmuiden Ver Beta, Net op Zee IJmuiden Ver Gamma et Net op Zee Nederwiek 2

Des parcs éoliens offshore supplémentaires doivent être mis en place pour atteindre les objectifs de l'accord sur le climat. L'énergie éolienne produite doit ensuite être ramenée à terre. Trois atterrages provenant de zones d'énergie éolienne en mer du Nord sont prévus sur le site Maasvlakte : les liaisons Net op Zee IJmuiden Ver Beta et Gamma et Net op Zee Nederwiek 2. Ces tracés vont jusqu'au site de Maasvlakte, où l'énergie éolienne est injectée dans le réseau à haute tension (via un raccordement à une station à haute tension) par le biais de stations de conversion et d'itinéraires à courant alternatif.

- Réseau d'hydrogène Rotterdam

Hynetwork Services (HNS) vise à mettre en place un réseau d'hydrogène à l'échelle nationale afin de faciliter la transition énergétique. Ce réseau d'hydrogène sans CO₂ relie les clusters industriels entre eux, aux pays étrangers et aux sites de stockage et d'importation d'hydrogène. Le réseau sera déployé en plusieurs phases. Le réseau d'hydrogène de Rotterdam (*Waterstofnetwerk Rotterdam*) fait partie de ce réseau national. HNS développera le réseau hydrogène de Rotterdam en plusieurs phases. HNS commence par le gazoduc sur le deuxième site Maasvlakte jusqu'à Pernis. Ce gazoduc souterrain est long de 32 kilomètres. Dans la deuxième phase, HNS connectera le gazoduc au réseau national d'hydrogène.

2.7

Procédure de projet

Ce projet est soumis à la loi sur l'environnement (*Omgevingswet*), qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Ce projet sera soumis à la procédure de projet.

La procédure de projet comprend les étapes suivantes :

1. Notification d'intention et proposition de participation ;
2. Exploration ;
3. Décision privilégiée ;
4. Élaboration du plan⁷ ;
5. Décision relative au projet.

⁷ L'élaboration du plan n'est pas une étape formelle de la procédure de projet, mais elle est utilisée pour désigner la phase qui suit la décision privilégiée et au cours de laquelle le travail est effectué en vue de la décision relative au projet.

Dans la procédure du projet, nous travaillons en affinant de plus en plus : Au début de la procédure, plusieurs sites sont encore à l'étude et, au cours de la procédure, nous travaillerons étape par étape en vue d'une sélection finale du site. Elle sera incluse dans la décision privilégiée. Une décision sur le projet sera prise après un examen plus approfondi. La décision relative au projet modifie le plan environnemental avec des règles nécessaires à la mise en œuvre, l'exploitation ou la mise à jour du projet.



Figure 3 : Représentation schématique de la procédure du projet

1. Notification d'intention et participation

La procédure du projet a commencé par la notification d'intention et la proposition de participation (ce document). Tout le monde peut y réagir.

2. Exploration : des sites possibles dans la zone de recherche à une décision privilégiée

La reconnaissance commence par une « mise à jour ». Cette mise à jour examine les points de départ et les conclusions de la politique en matière de garanties (*Waarborgingsbeleid*) de l'époque compte tenu des connaissances et de la politique actuelles. Cela peut encore donner de nouvelles indications sur les régions existantes et éventuellement sur des régions supplémentaires.

Lors de la recherche de solutions alternatives pour l'étude, la première étape consiste à identifier les régions prometteuses parmi celles qui ont été trouvées. Les sites prometteurs sont ensuite déterminés pour ces régions au niveau parcellaire.

Nous incluons ces résultats dans la Note sur la Portée et les Détails (NRD ou *Notitie Reikwijdte en Detailniveau*). La NRD décrit les sites qui seront examinés au cours de la prochaine phase du projet, la manière dont cela sera fait et les préoccupations et questions qui seront examinées dans l'étude. Vous pouvez réagir au projet de NRD. Les réponses seront prises en compte lors de l'adoption de la version finale de la NRD.

Les sites sont ensuite comparés du point de vue des incidences sur l'environnement (sur la base d'une EIE du plan). Mais d'autres aspects tels que la technologie, les coûts, la pérennité et l'environnement sont également importants (analyse intégrée des incidences).

3. Décision privilégiée

Sur la base de l'analyse intégrée des incidences et de l'EIE du plan, un projet de décision privilégiée sera mis à disposition pour examen. Tout le monde peut soumettre un avis sur le projet. Dans le cadre de leur examen en vue de parvenir à une décision privilégiée définitive, les ministres tiennent compte des avis et des conseils (des organes administratifs concernés, de la Commission d'EIE et des conseillers juridiques). La décision privilégiée comprend la solution alternative privilégiée choisie. La décision privilégiée n'est pas susceptible d'appel et n'est pas directement contraignante. La décision privilégiée est prévue pour mi-2025.

4. Élaboration du plan : de la décision privilégiée à la localisation finale

Au cours de la phase de planification, la décision privilégiée sera élaborée de manière plus détaillée. Cela devrait commencer lorsqu'un projet pour les centrales nucléaires sera choisi sur la base de l'approche du marché. Dans une EIE du projet, nous examinons, si nécessaire, des variantes de la solution privilégiée. L'emplacement définitif sera fixé sur le plan planologique et juridique dans la décision relative au projet.

5. Décision relative au projet (et permis nécessaires)

Dans la décision relative au projet, l'autorité compétente décrit à quoi ressembleront les nouvelles centrales nucléaires. L'autorité compétente donne également un aperçu des mesures et des dispositions relatives à l'environnement physique qui seront prises pour réaliser le projet. Il peut s'agir de mesures et de dispositions permanentes ou temporaires. Avec l'EIE du projet et une analyse intégrée des incidences, le projet de décision relative au projet (et les permis requis) sera mis à disposition pour consultation. En ce qui concerne le projet de décision relative au projet (et les projets de permis), tout le monde peut soumettre un avis. Ces avis seront pris en compte dans la décision définitive concernant le projet. La décision définitive concernant le projet (et les permis) est une décision juridique qui peut faire l'objet d'un recours.

2.8

Moments de participation formelle à la procédure

Tout au long du processus de planification, nous maintenons un dialogue ouvert avec l'environnement. Nous voulons préparer les décisions en consultation avec toutes les personnes vivant à proximité des nouvelles centrales nucléaires. Le chapitre 3 décrit l'approche



que nous avons l'intention d'utiliser pour impliquer l'environnement dans la procédure du projet. En outre, cinq moments formels sont prévus pour que chacun puisse réagir en soumettant une réaction, un point de vue ou un recours à la Division du droit administratif du Conseil d'État :

1. Notification d'intention et proposition de participation : réaction ;
2. Projet de NRD : réponse ;
3. Projet de décision privilégiée incluant l'EIE du plan/analyse intégrée des incidences : avis ;
4. Projet de décision relative au projet (et permis et/ou dérogations) comprenant l'EIE du projet/l'analyse intégrée des incidences (de manière facultative) : avis ;
5. Décision définitive relative au projet (et permis et/ou dérogations) : recours.

Les recours ne peuvent être introduits qu'à l'encontre de la décision définitive relative au projet, qui définit juridiquement le lieu d'implantation et les conditions applicables. Un avis est le terme formel qui désigne votre réaction aux documents disponibles pour inspection.

3 La proposition de participation

Par participation, nous entendons l'implication et la communication avec les autorités/organes administratifs, les citoyens, les entreprises et les institutions de la région. Cette proposition de participation clarifie la manière dont nous entendons impliquer les parties présentes dans l'environnement et dont la communication sera assurée. La proposition a été élaborée en concertation et en coordination avec les municipalités et les provinces de la région.

La loi sur l'environnement distingue quatre catégories de parties prenantes dans l'environnement : les citoyens, les entreprises, les organisations de la société civile et les organes administratifs.

Dans la proposition, nous identifions un certain nombre de principes qui s'appliquent à la participation tout au long du projet (paragraphe 3.1 et 3.2). Nous abordons ensuite spécifiquement la communication et la participation (paragraphe 3.3 à 3.5), que nous proposons dès maintenant et jusqu'à la soumission du projet de Note sur la Portée et les Détails (NPD ou *Notitie Reikwijdte en Detailniveau*) à la consultation publique.

3.1 Pourquoi une participation ?

La construction de nouvelles centrales nucléaires affecte l'environnement, tant pendant la construction que pendant la phase d'exploitation. Il est donc important de procéder à un examen minutieux et d'inclure les intérêts environnementaux. Pour ce faire, il faut connaître à un stade précoce les intérêts et les évolutions en matière d'environnement. Les personnes et les parties dans l'environnement sont invitées à réfléchir et à apporter leurs connaissances et leurs idées sur la région.

Un plan global de communication et de participation pour les trois parcours décisionnels relatifs à l'énergie nucléaire a été publié en mai 2023 et a fait l'objet d'une consultation. En outre, le site web www.overkernenergie.nl a été lancé, et des réunions d'information et d'autres visites dans la région ainsi que des webinaires ont été organisés et des vidéos d'information ont été produites.

Actuellement, ce plan de participation et de communication est en train d'être affiné. Ce plan vise tant les régions de Borssele et de Maasvlakte I, que la communication et la participation au niveau national. Ce plan global intégrera également les réactions à la présente proposition de participation.

Dans la région de Borssele, en raison de la centrale nucléaire existante et des études en cours, plusieurs contacts existent déjà. En outre, de nombreux projets énergétiques de grande envergure ont lieu simultanément dans cette région. La participation dans cette région a donc été intensifiée, et la municipalité et la province de Borssele disposent de leurs propres processus de participation. Afin d'harmoniser cette démarche avec les efforts du gouvernement central, le ministère élabore aussi un plan de mise en œuvre. L'un des éléments de ce plan de mise en œuvre est un gestionnaire de l'environnement et un point d'information. Avec un gestionnaire de l'environnement, nous pouvons mieux prendre en compte les intérêts et les souhaits des

personnes et des parties concernées. Le point d'information devrait être lancé prochainement et fournir des informations aux habitants et aux entreprises.

Pour les régions de Borssele et Maasvlakte I, outre les organes administratifs concernés, des contacts sont établis avec, entre autres, les entreprises portuaires (North Sea Port et L'Autorité portuaire de Rotterdam), des groupes de résidents et d'intérêts, les services de santé municipaux (GGD) et les services environnementaux, afin de parvenir à des choix réfléchis.

3.2 Points de départ

La base de toute participation et de tout engagement est l'information et les connaissances. Pour participer, il est important de disposer de suffisamment d'informations, que ces informations soient compréhensibles et qu'il y ait donc suffisamment de connaissances pour se faire une opinion et participer. L'information et la communication s'adressent à tous et sont donc décrites le plus clairement possible.

La participation suit les étapes de la procédure de projet (voir paragraphe 2.7). Le paragraphe 2.8 décrit les moments de la procédure où chacun a la possibilité de soumettre une réaction ou un avis. La participation associée aux étapes de la procédure de projet est appelée la *participation formelle*. Cette participation se fera sur la base d'un document dans la procédure du projet et sera largement annoncée. En outre, des soirées d'information seront organisées à cette occasion et vous aurez la possibilité de soumettre une réaction ou un avis. Pour les documents longs et techniques, un résumé accessible et compréhensible sera proposé.

Il y a également une *participation informelle* pour préparer les étapes de la procédure du projet avec les parties ou pour collecter des informations de l'environnement. Ces deux formes de participation sont importantes et sont décrites pour les deux premières étapes de cette procédure au paragraphe 3.4.

Nous nous basons sur quatre points de départ pour la participation à ce projet :

1. *Nous voulons connaître tous les intérêts en jeu et ce qu'ils impliquent*
En contactant les entreprises, les organisations de la société civile, les provinces et les municipalités de la zone étudiée à un stade précoce, nous identifions les intérêts. Nous prenons le temps de comprendre les intérêts, les idées et les projets de chacun. Cela nous permet de mettre en évidence à l'avance les principales questions et opportunités et d'en discuter avec les parties concernées dans l'environnement.
2. *Nous incluons tout le monde, en étant transparents sur les choix et les réflexions*
Nous partageons activement des informations sur le projet et le processus de sélection de l'emplacement des nouvelles centrales nucléaires. Nous faisons des choix sur la base de réflexions approfondies. Nous montrons comment nous avons pris en compte les intérêts de l'environnement et ce que ces choix signifient. Nous y présentons clairement ce qui peut et ne peut pas être fait et pourquoi.
3. *Un récit clair avec un rôle et une responsabilité bien définis*

L'ambition est que tous les habitants dans l'environnement sachent clairement qui nous sommes, ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Nous sommes accessibles et abordables, de sorte que tout le monde peut nous poser des questions, nous faire part de ses préoccupations et de ses commentaires.

Pendant la phase d'exploration, la direction du programme pour l'énergie nucléaire du ministère des Affaires économiques et du Climat, en tant qu'initiateur, est l'interlocuteur pour les questions de fond concernant le projet. L'initiateur de la phase de planification n'est pas encore connu. En tant qu'autorité compétente, la direction de la réalisation de la transition énergétique du ministère des Affaires économiques et du Climat est l'interlocuteur pour les questions relatives à la procédure et à la prise de décision concernant le projet.

4. *Participation correspondant au stade de la procédure*

La participation est adaptée sur mesure, car chaque projet et chaque environnement sont uniques. Le niveau de participation correspond au stade de la procédure et aux besoins de participation des parties dans l'environnement. Le rôle et les intérêts d'une municipalité sont différents de ceux d'un résident. Cela nécessite une forme d'engagement appropriée. La personnalisation signifie également la prise en compte des préférences des parties présentes dans l'environnement sur la manière, le contenu et le moment où elles souhaitent être informées.

À propos de la publication de l'intention et de la proposition de participation, les provinces et les municipalités sont impliquées et la communication avec les résidents a un caractère informatif. Les groupes d'intérêt et les citoyens sont plus activement impliqués dans la création de la NRD.

Au cours du processus, les enjeux et les besoins des parties dans l'environnement évoluent. C'est pourquoi nous mettons à jour le plan de participation pour chaque phase du projet.

3.3

Communication

Nous informons tout le monde dès le début du processus et nous le faisons de la manière suivante :

- Publication de la notification au Journal officiel et dans divers médias locaux et régionaux. La notification est l'annonce formelle du début du projet et de la procédure.
- La notification est également disponible sur le site web de l'Office des projets énergétiques (*Bureau Energieprojecten*) www.rvo.nl/kernenergie. Sur ce site web, vous trouvez toutes les informations relatives à la procédure formelle et au processus décisionnel correspondant, y compris les documents qui seront publiés. Il s'agit notamment du (projet de) NRD, (du projet) de la décision privilégiée, des projets de décision, du rapport des incidences sur l'environnement, des avis de la Commission d'évaluation des incidences sur l'environnement, des mises à jour des plans de participation, etc.
- Le site web www.overkernenergie.nl contient de plus amples informations sur l'énergie nucléaire, les projets de développement et le processus de participation. Dans des films d'animation, entre autres, nous expliquons les nouvelles centrales nucléaires : ce qu'elles impliquent, pourquoi elles sont nécessaires et à quoi ressemble la procédure. En outre, nous expliquons plus en détail différents sujets relatifs à l'énergie nucléaire par le biais de

webinaires sur ce site web. De cette manière, les informations accessibles sur l'énergie nucléaire sont partagées, de sorte que les résidents et les autres parties prenantes acquièrent les connaissances nécessaires pour participer au processus participatif.

- Les interlocuteurs des parties concernées dans l'environnement déjà connues seront informés du lancement du projet et de la procédure peu après la publication de la notification.
- Nous utilisons également, dans la mesure du possible, des outils de communication tiers, tels que des pages dans des toutes-boîtes, sur des sites web et des médias sociaux de municipalités, de provinces et de groupes d'intérêt.
- Lors de la consultation publique sur l'intention et la proposition de participation, nous organiserons quatre réunions d'information. Ces réunions d'information se dérouleront dans les régions de Borssele et de Maasvlakte I. L'objectif de ces réunions est d'expliquer l'intention et la proposition de participation et de répondre aux questions.

La fourniture d'informations et la communication sur les projets font l'objet de discussions au sein d'un groupe de travail régional sur la communication.

3.4 Participation

Le mode et le degré de participation sont déterminés étape par étape. Ce point découvre les activités de participation pour les paragraphes 1 et 2. À partir de l'étape 3, une révision du plan de participation est mise en place.

Étape 1 : notification d'intention et proposition de participation

Dans cette démarche, nous annonçons notre intention d'effectuer une exploration pour deux nouvelles centrales nucléaires.

Objectif de la participation :

- Informer sur le processus, la mission et les points de départ de l'intention et de la proposition de participation.
- Convenir d'avance et recueillir des informations sur l'intention et la proposition de participation.

Activités de participation :

Activité	Explication	Pour qui ?
Consultations officielles et administratives	Consultations informatives sur la mission, les sujets envisagés et qui est impliqué, quand et à quel sujet.	Provinces et municipalités concernées
Mise à disposition de l'intention et de la proposition de participation	Possibilité de réagir et de soumettre des idées et des solutions. Cette annonce sera faite en temps utile par le biais de divers canaux et moyens de communication (voir également le paragraphe 3.3).	Tout le monde

Réunions d'information et webinaires	Lors de la mise à disposition publique de l'intention et de la proposition de participation, nous organiserons quatre réunions d'information. L'objectif de ces réunions est d'expliquer l'intention et la proposition de participation et de répondre aux questions.	Tout le monde
Discussions personnelles et présentations	Outre les discussions (individuelle), d'autres informations peuvent être nécessaires. Nous conviendrons ensemble des besoins et pourrons ensuite nous rendre sur place, par exemple pour faire une présentation.	Autorités et autres parties concernées dans l'environnement
Séances de travail	Nous organisons des séances de travail dans les régions de Borssele et de Maasvlakte I afin d'examiner ensemble le champ d'application de l'étude des incidences et éventuellement des sites à étudier.	Autorités locales et régionales, gestionnaires de réseaux, organisations de la société civile et groupes d'intérêts professionnels de résidents et d'intérêts
Note sur les réactions	Rapport sur les réactions soumises à propos de l'intention et de la proposition de participation. Nous tiendrons compte des réactions lors de la rédaction de la Note sur la Portée et les Détails (NRD ou <i>Notitie Reikwijdte en Detailniveau</i>). Les réactions à la proposition de participation seront utilisées pour développer le processus de participation.	Tout le monde

Étape 2 : exploration

Au cours de cette étape, nous déterminons, entre autres, la portée et la conception de l'étude et les sites qui feront l'objet d'une enquête. À ce stade, nous envisageons plusieurs lieux possibles et plusieurs parties. Nous adaptons la participation en conséquence.

Objectif de la participation :

- Contribution active des autorités locales et régionales compétentes, des gestionnaires de réseau et des groupes d'intérêt professionnels pour déterminer la portée de l'étude d'incidences et les sites possibles.
- Rassemblement des connaissances (locales) et collecte des informations qui serviront à faire des choix.
- Information de tout le monde sur la mission et le processus.

Activités de participation (dates sous réserve)

Activité	Explication	Pour qui ?	Date
Consultations officielles et administratives	Consultations officielles et administratives sur les versions des projets de textes et lors des étapes de la procédure.	Provinces et municipalités concernées	Tout au long du processus de planification
Discussions personnelles et présentations	Outre les discussions (individuelle), d'autres informations peuvent être nécessaires. Nous conviendrons ensemble des besoins et pourrons ensuite nous rendre sur place, par exemple pour faire une présentation.	Autorités et autres parties concernées dans l'environnement	Tout au long du processus de planification, sur rendez-vous
Mise à disposition pour consultation du projet de NRD	Possibilité de réagir aux sites à étudier dans le cadre de l'EIE du plan et sur la méthode d'étude (portée et détails). Cette annonce sera faite en temps utile par le biais de divers canaux et moyens de communication (voir également le paragraphe 3.3).	Tout le monde	2T 2024
Réunions d'information	Nous organiserons des réunions d'information au moment où le projet de NRD sera mis à disposition pour consultation. L'objectif de cette réunion est d'expliquer les sites à étudier et la méthode d'étude et de répondre aux questions.	Tout le monde	2T 2024
Note de réponse	Rapport sur les avis soumis sur le projet de NRD et de plan de participation et sur la réponse du ministre des Affaires économiques et du Climat.	Tout le monde	3T 2024

3.5

La suite : un plan de participation actualisé pour chaque phase

Une fois que les réactions à cette proposition de participation auront été traitées, la première version du plan de participation sera prête. Elle oriente la participation à la création de la NRD.

Ensuite, le plan de participation sera mis à jour encore deux fois :

1. Dans le cadre de la NRD, sur la participation autour de l'EIE du plan (étape 3) : l'étude des différentes solutions alternatives.



2. Dans le cadre de la décision privilégiée. Ensuite, la participation à l'élaboration du plan jusqu'à la décision du projet (étapes 4 et 5) occupe une place centrale : l'élaboration détaillée de la solution alternative privilégiée choisie.

4 Réfléchissez avec nous, nous serions ravis d'avoir votre réaction

Les chapitres 2 et 3 expliquent l'intention et la proposition de participation. Nous aimerions savoir ce que vous pensez de l'intention et de la proposition de participation.

Avez-vous des idées ou des solutions à partager ? Vous pouvez soumettre vos réactions du 23 février 2024 au 4 avril 2024. Les solutions peuvent être soumises jusqu'au projet de Note sur la Portée et les Détails. Vous trouverez des informations sur la date et les modalités de soumission d'une réaction sur le site web de l'Office des projets énergétiques (*Bureau Energieprojecten*) : www.rvo.nl/kernenergie.

4.1 À quels niveaux pouvez-vous contribuer ?

Vous pouvez soumettre des idées et des solutions. Vous pouvez réfléchir aux questions suivantes :

- Quels sont les sites susceptibles d'accueillir les nouvelles centrales nucléaires ?
- Selon vous, quelles incidences doivent être étudiées ?
- Que pensez-vous de la proposition de participation ?

4.2 Qu'advient-il de vos réactions ?

Toutes les idées et solutions sont inventoriées et évaluées par l'équipe de projet sur la base des conditions préalables décrites dans l'intention (paragraphe 2.4). Nous tiendrons compte des réactions dans la préparation du plan de participation pour cette phase et dans la Note sur la Portée et les Détails.

Vous ne souhaitez pas soumettre de réaction, mais vous avez une question ?

Contactez ensuite le ministère des Affaires économiques et du Climat en utilisant les coordonnées ci-dessous :

Pour plus d'informations sur l'énergie nucléaire :

- www.overkernenergie.nl

Pour plus d'informations sur le contenu du projet et la participation au projet :

- Direction du programme d'énergie nucléaire du ministère des Affaires économiques et du Climat
 - Ronald Kolk (Région de Borssele/Vlissingen), r.s.kolk@minezk.nl
 - Lennert Goemans (Région Maasvlakte I), l.goemans@minezk.nl
- Pour les questions générales : contact.kernenergie@minezk.nl

Pour plus d'informations sur la procédure et les documents du projet :

- Bureau Energieprojecten
- 070 - 379 89 79
- www.rvo.nl/nieuwbouw-kerncentrales
- bureauenergieprojecten@minezk.nl

